



ETRANGER



Attaque Djihadiste au Burkina-Faso

De la nécessité d'accélérer l'opérationnalisation de la force G5

Le Burkina Faso a été une nouvelle fois frappé le vendredi 2 mars dernier, par une attaque djihadoterroriste. Ces attentats visaient l'Ambassade de France au Burkina-Faso et l'Etat-major, où une voiture bourrée d'explosifs a explosé, faisant une trentaine de morts et 80 blessés...

PAGE 4

ECONOMIE



Transition énergétique au Togo

Vers un recadrage du secteur des énergies renouvelables

Une loi sur la promotion et le développement des énergies renouvelables en cours d'élaboration sera adoptée très bientôt en vue de recadrer et de donner un coup d'accélérateur à la transition énergétique dans notre pays.

PAGE 5

Patrimoine culturel

Le Togo veut rentrer en possession de ses biens culturels illicitement exportés

Le Togo veut étudier les dossiers de ratifications de la convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation...

PAGE 9

Prise en charge et indemnisation des victimes de 2005
Bilan satisfaisant de l'équipe dirigeante du HCRRUN

L'équipe dirigeante du Haut-commissariat à La Réconciliation et au Renforcement de l'Unité Nationale (HCRRUN) a fait le bilan de la première étape de prise en charge des victimes vulnérables des violences politiques qu'a connues le Togo en 2005...

PAGE 3



Emergence en Afrique

Le Togo, 2^{ème} économie inclusive de la sous-région ouest africaine

Selon le rapport de l'Observatoire pour l'émergence en Afrique (OBEMA) sur « l'index de l'émergence en Afrique », le Togo est la deuxième nation dont l'économie est la plus inclusive de la sous régions ouest africaine.

PAGE 2

EDITO

Une opposition responsable au Burkina-Faso...

Au Burkina Faso, il existe une opposition qui montre l'exemple de responsabilité, de solidarité, de fair-play... indispensables pour la construction d'une démocratie. Et le peuple burkinabè meurtri par les récentes attaques terroristes doit au moins s'en féliciter, malgré la douleur qui le déchire et qui le rend inconsolable pour le moment. Oui, la démocratie est compatible avec la culture de solidarité et de fraternité, une marque foncièrement africaine, et dont Zéphyrin Diabré, le leader de l'opposition burkinabè, a fait preuve une nouvelle fois, en se gardant d'accuser le gouvernement d'incompétence ou de quoi que ce soit, avec ces nouvelles attaques qui allongent la liste pour le seul cas du Burkina Faso...

PAGE 3

Togo Debout
Entre passion et récupération politique

Alors que les partis politiques, premiers acteurs de la crise politique que traverse le Togo, ont accepté de suspendre les marches pour prendre part au dialogue...

PAGE 3





SOMMAIRE

France
Marine Le Pen inculpée par la justice



P 4

Secteur bancaire
63 milliards CFA de bénéfices en 2016



P 5

Religion au Rwanda
Les cultes oui, mais la sécurité d'abord !



P 9

Championnats de football au Togo
La préfecture de l'Avé bientôt représentée par Délali FC



P 10

Huilerie de l'INFA de Tové
Une structure à vocation pédagogique et à but lucratif



P 11

Emergence en Afrique

Le Togo, 2^{ème} économie inclusive de la sous-région ouest africaine

Selon le rapport de l'Observatoire pour l'émergence en Afrique (OBEMA) sur « l'index de l'émergence en Afrique », le Togo est la deuxième nation dont l'économie est la plus inclusive de la sous région ouest africaine.

Le think tank d'experts africains OBEMA a dévoilé la première édition de son « index de l'émergence en Afrique » qui classe les pays africains selon une « approche méthodologique nouvelle et adaptée aux réalités du continent ». Ainsi, avec des scores exprimés de 0 à 100, les experts de l'OBEMA ont

établi une classification des pays africains en les qualifiant « d'émergent », de « seuil », de « potentiel », ou « autre ». Des données recueillies par ce cabinet, il ressort que Le Togo figure parmi les 21 Etats africains de la deuxième catégorie dénommée « potentiel », permettant de mesurer le développement humain dans les pays

illustrés. La catégorie intègre dans l'analyse, la participation des différentes couches sociales à la création de la richesse nationale. En outre, les indices incorporés dans la dimension thématique « développement humain », hisse notre pays au 13^{ème} rang continental et 2^{ème} de la sous-région ouest africaine derrière le Ghana, lit-on dans le rapport. Le classement du Togo dans cette étude illustre notamment, que la bonne santé économique du



Une étudiante dans un Amphi

pays caractérisée par un taux de croissance économique moyen de 5% depuis 5ans a été inclusive. La richesse créée sur la période a été profitable aux populations les moins nanties avec en ligne de mire, des actions de développement à la base. Les transferts monétaires, un programme à travers lequel 30 milles femmes ont reçu mensuellement 5milles Francs CFA, le Fonds national de la finance inclusive ou encore les programmes de promotion de l'agriculture etc. ont produit des résultats escomptés impactant ainsi, l'indice de pauvreté en milieu rural. Cette approche de l'index de l'émergence en Afrique a été approuvée par le NEPAD, le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique. Selon le Dr Ibrahim Assane Mayaki, le Secrétaire exécutif du NEPAD, « L'émergence en Afrique a pour ambition de proposer une vision aussi proche

que possible de la réalité vécue par les millions d'Africains, afin de guider au mieux les dynamiques de transformation qui forgeront les économies africaines de demain ». Dans son plan de développement structurel, l'Etat togolais s'est fixé pour objectif de rendre son économie émergente d'ici 2030. La mise sur pied en juillet 2013 du Ministère en charge de la prospective et de l'évaluation des politiques publiques a permis au gouvernement d'élaborer une feuille de route pour l'exécution de différentes politiques à mettre en œuvre d'ici à l'horizon 2030. En rapport avec d'autres pays du continent africain qui ont confié leurs plans de développement aux grands groupes internationaux, le Togo est l'un des rares à en élaborer via sa propre expertise, en remettant à la compétence locale, le devoir de conduire l'économie en son émergence.

Awih Essoyodou

Lacs / GF2D
Vulgarisation du projet des bonnes pratiques

Le Groupe de réflexion et d'action Femme, Démocratie et Développement (GF2D) a échangé le 27 février 2018 à Aného, avec les riverains et les acteurs clés impliqués dans la mobilité transfrontalière. La rencontre a porté sur le projet de la documentation des « Bonnes pratiques ». Elle est liée à la libre circulation des personnes et des biens aux postes frontaliers d'Aflao/Kodjoviakopé, Hillah Condji/Sanvee Condji et Cinkassé.

L'échange a pour objet de disséminer les principales actions du projet intitulé « Promotion d'une citoyenneté communautaire à travers la sensibilisation sur la carte d'identité biométrique et la lutte contre les tracasseries aux postes frontaliers du Togo ».

Organisée en collaboration avec l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), cette rencontre a reçu l'appui financier de l'UE et de la CEDEAO.

Assoli
Explication du paiement IRTR via Tmoney

Une délégation de l'Office Togolaise des Recettes (OTR), conduite par le chef section Education des contribuables, Mme Issa Falilatou a entretenu les transporteurs routiers, le 27 février 2018 à Bafilo, sur la procédure mobile de paiement de l'Impôt sur le Revenu des Transporteurs Routiers (IRTR), communément appelé trimestre via Tmoney.

L'entretien a permis d'éclairer les transporteurs sur les impôts qu'ils doivent payer à l'administration fiscale, de les informer du moyen simple de paiement par téléphones mobiles via Tmoney et de leur apprendre la procédure.

Pour payer l'IRTR, le conducteur devra d'abord s'enregistrer au niveau de l'administration fiscale de sa localité ou de la région, on lui crée un compte après l'enregistrement; c'est à base de ce compte qu'il peut accéder au paiement de cet impôt via Tmoney.

Edito

...Zéphyrin Diabré a en effet passé outre, les filons simplistes, faciles et accusateurs dont raffolent bien d'oppositions africaines pour diaboliser le pouvoir en face, en toutes situations. Et en foulant souvent tristement au pied, les intérêts nationaux, censés être partagés toute la nation.

Comment expliquer une hauteur d'esprit aussi rare sur le continent

? L'éditorialiste, Jean-Baptiste Placca de RFI, relevait il y a quelques jours qu'il existe dans l'opposition burkinabè, deux branches radicalement opposées : « celle incarnée par Zéphyrin Diabré, qui est responsable et sait prendre de la hauteur, et celle née de l'héritage du pouvoir de Blaise Compaoré, anciennement le parti au pouvoir, qui a, naturellement, une revanche à prendre sur l'histoire. Zéphyrin Diabré a régulièrement fait la preuve de sa

dimension d'homme d'Etat. Et l'homme d'Etat, au Burkina comme aux Etats-Unis ou en France, ne peut se saisir d'un attentat terroriste pour décréter que ceux qui sont au pouvoir sont incompetents. Car les attentats terroristes n'épargnent aucun gouvernement, et ce serait une faute politique grave que de les exploiter à des fins politiciennes. Ceux qui le font finissent un jour ou l'autre par le payer, très cher. » La constatation de l'éditorialiste de RFI

est sans ambages. Ce triste décalage entre la dimension d'homme d'Etat et celle de leader d'opposition ou des leaders d'opposition est si notoire dans nos pays. Cet art de la responsabilité façon Zéphyrin mérite bien d'être enseigné à un leader comme Jean-Pierre Fabre au Togo. Et c'est peu dire.

Ainsi la solidarité du Chef de file de l'opposition avec le gouvernement de notre pays, débayerait le terrain, faciliterait les choses, face à toutes

les difficultés politiques et sociales que nous rencontrons aujourd'hui. Reconnaissons que le jour où le Togo aura un leader de l'opposition aussi responsable, aussi coopératif, capable de construire le bon équilibre entre sa dimension d'homme d'Etat et celle d'opposant, la résolution d'éventuelles crises dans notre pays, passerait comme une lettre à la poste. Et notre pays, en a bien besoin.

Dieudonné Korolakina

Prise en charge et indemnisation des victimes de 2005 Bilan satisfaisant de l'équipe dirigeante du HCRRUN

L'équipe dirigeante du Haut-commissariat à La Réconciliation et au Renforcement de l'Unité Nationale (HCRRUN) a fait le bilan de la première étape de prise en charge des victimes vulnérables des violences politiques qu'a connues le Togo en 2005. C'était à l'occasion d'une conférence de presse animée le vendredi 02 mars dernier.

Le point de presse animé la fin de semaine dernière par la présidente du HCRRUN, Awa Nana Daboya en présence de l'ancien Premier ministre Joseph Kokou Koffigoh, marque la fin des opérations de prise en charge des victimes vulnérables de 2005. Sur les 137 victimes vulnérables annoncées pour cette étape, 96

ont été effectivement prises en charge. A ces 96 s'ajoutent 11 victimes dites spéciales, ce qui fait en tout 107 victimes que le HCRRUN a prises sur le plan psycho-médical.

Sur les 137 victimes du départ, 18 seraient décédées, 15 n'ont pas été retrouvées malgré les recherches des autorités traditionnelles

et administratives et de la cellule du HCRRUN chargée de la localisation des victimes. 7 autres victimes contactées n'ont pas, pour des raisons diverses, fait le déplacement de Lomé et une ne disposant d'aucune des pièces demandées par le HCRRUN, n'a pu être prise en charge.

« S'agissant des 137 victimes vulnérables initialement retenues, le bilan fait apparaître que 41 personnes n'ont pu être prises en charge (...) Nous tenons à préciser que



Awa Nana (au milieu) et les rapporteurs du HCRRUN

les portes du HCRRUN sont toujours ouvertes et que les droits des victimes non encore retrouvées ou décédées restent et demeurent inviolables. Ces victimes rentreront dans leurs droits lorsqu'elles se manifesteront ou feront les procédures nécessaires pour ce

qui concerne les ayant droits », a déclaré Mme Awa Nana-Daboya. Les premières opérations du HCRRUN ont été un succès. La première phase entamée depuis décembre 2017 va se poursuivre au cours de ce mois de mars.

R. Zakari

Togo Debout Entre passion et récupération politique

Alors que les partis politiques, premiers acteurs de la crise politique que traverse le Togo, ont accepté de suspendre les marches pour prendre part au dialogue, le Front Togo Debout regroupant des organisations de la société civile, a annoncé la semaine dernière des manifestations politiques dans les prochains jours.

Le mouvement Togo Debout organisait, le jeudi 1er février dernier, une conférence de presse, quelques heures après celle de la coalition des 14 partis de l'opposition qui faisait un point sur le déroulé des pourparlers inter-togolais depuis leur ouverture il y a plus de deux semaines. Au cours de cette sortie du Front Citoyen Togo Debout, il s'est agi, pour les responsables

du mouvement de se prononcer sur les mesures d'apaisement et le rétablissement de la Constitution de 1992. Selon les exhortations insistantes faites au gouvernement togolais par les initiateurs de la rencontre devant les professionnels des médias, une autre approche de solution à la crise actuelle devrait être mise en avant. Il faut « privilégier un règlement intérieur

et laisser tomber la primauté du droit pour faire avancer les choses », ont laissé entendre les différents leaders du mouvement Togo Debout.

Une proposition vraisemblablement gauche dans sa logique contraire au bon sens. Comment pouvoir admettre, qu'un mouvement qui se revendique de la société civile togolaise veuille un « délogement » de l'Etat de droit en faveur d'une administration de l'anarchie ? Alors que la médiation actuelle placée sous la tutelle du président ghanéen ne ménage pas d'efforts afin d'aboutir

à un compromis général et impersonnel, le mouvement Togo Debout recentre le débat sur la personne de Faure Gnassingbé. Selon le mouvement, le refus du pouvoir de restaurer la Constitution aujourd'hui vieille de 26 ans frise la révolte en prédisant d'ailleurs, la démission des institutions de l'Etat central à travers le renoncement au pouvoir du président de la République dès l'année 2020. Le mouvement compte mener des actions sur le terrain et faire des plaidoyers dans ce sens car les débats actuels sont « contradictoires ». Une prise de position à même de nuire au déroulement actuel des pourparlers en vue

d'une sortie louable de la crise actuelle, tant les points abordés et les propositions qui en découlent ne trouvent plus leur place dans le débat actuel. Il y a un semestre, les positions, même les plus radicales de certains leaders politiques ne font plus la une.

Mais pour l'heure, le moment est, pour les responsables de Togo Debout de mobiliser les populations à la base reniant ainsi, l'idée du dialogue qui exige de surseoir aux manifestations politiques du moins, pendant les travaux. Cette semaine, deux activités dont un meeting populaire...

Suite à la page 11

Attaque Djihadiste au Burkina-Faso

De la nécessité d'accélérer l'opérationnalisation de la force G5

Le Burkina Faso a été une nouvelle fois frappé le vendredi 2 mars dernier, par une attaque djihadoterroriste. Ces attentats visaient l'Ambassade de France au Burkina-Faso et l'Etat-major, où une voiture bourrée d'explosifs a explosé, faisant une trentaine de morts et 80 blessés. Cette attaque revendiquée par le groupe pour le soutien de l'islam et des musulmans, (GSIM) était une représailles à une opération française au Mali. Bilan de l'attaque, huit morts parmi les militaires et plusieurs blessés.



Des militaires en opération de maintien de l'ordre

Les attaques du vendredi dernier restent sans doute les plus violentes qu'à subies le pays des hommes intègres, depuis la chute du président Compaoré. En frappant simultanément l'ambassade de France à Ouaga et l'Etat-major général des forces armées burkinabè, l'attentat de ce 2 mars lance un signal fort à l'endroit des « nonchalants » et des pessimistes de la mise sur pieds d'une force sous régionale de lutte contre le terrorisme, notamment le G5 Sahel.

L'opérationnalisation du G5 Sahel : plus de

temps à perdre

Le 13 août 2017, deux assaillants avaient ouvert le feu sur un café-restaurant hallal, l'Aziz Istanbul, sur la principale avenue de la capitale, faisant dix-neuf morts et vingt et un blessés. L'attaque n'a pas été revendiquée. Le 15 janvier 2016, trente personnes, dont six Canadiens et cinq Européens, furent tuées lors d'un raid djihadiste contre l'hôtel Splendid et le restaurant Cappuccino, dans le centre de Ouagadougou. Cette nouvelle attaque avait été revendiquée par Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI),

qui l'attribue au groupe djihadiste Al-Mourabitoune.

Pour les nonchalants, pour ceux qui avaient encore des doutes sur l'opportunité de la mise sur pieds d'une telle force militaire dans le Sahel, ils ont désormais une nouvelle preuve. Cette nouvelle attaque au Burkina-Faso, la 3ème en moins de 3ans, montre à suffisance les limites des opérations de sécurité et la porosité de la sécurité des pays de la sous-région. Elle montre que, loin d'être à l'abri des incursions djihadistes avec un renforcement parcellaire des moyens de sécurité, les pays de

la sous-région restent incapables d'assurer la sécurité et la libre circulation des biens et des personnes, moteurs du développement que nous appelons de tous nos vœux. L'attaque contre l'Etat-major, au moment où se déroulait une réunion sur le G5 Sahel lance un signal qu'il ne faudra pas ignorer. C'est la preuve que l'on est sur la bonne voie. D'où la nécessité d'accélérer l'opérationnalisation de cette force qui va œuvrer, aux côtés des forces nationales de défense, à asseoir des stratégies prophylactiques du terrorisme dans la sous-région.

Réactions des membres et défis de la force du G5 Sahel

Pour Mahamadou Issoufou, président du Niger et président en exercice de la force régionale anti djihadiste G5 Sahel, ces attaques ne feront que « renforcer la détermination du G5 Sahel et de ses alliés dans la lutte contre

le terrorisme ». De son côté, l'ancien président de l'Union africaine, Alpha Condé affirme que plus que jamais, « l'Afrique et la communauté internationale doivent se mobiliser pour faire front commun contre cette barbarie qu'il faut définitivement neutraliser ».

Cette attaque du Burkina a assurément un impact sur la mobilisation des ressources en cours pour démarrer les premières activités de terrain de la force du G5 Sahel. Tous les Chefs d'Etat sont presque unanimes sur la question : plus de temps à perdre. L'heure n'est plus aux promesses de financement, mais à l'action. Avec les nouvelles promesses obtenues à la rencontre de Bruxelles fin février, augmentant le financement à 418 millions d'euros, l'attaque de ce 2 mars n'est qu'un catalyseur pour les autres financeurs indécis.

Alexandre Wémima

France

Marine Le Pen inculpée par la justice

La chef de file de l'extrême droite française a été mise en examen en fin de semaine pour avoir diffusé en décembre 2015 des photos d'exactions du groupe djihadiste Etat Islamique (EI) sur Twitter. Une persécution politique selon l'intéressée qui réclame plutôt une médaille pour son acte.



Marine Le Pen

L'affaire remonte à décembre 2015. Marine Le Pen, chef

de file de l'extrême droite française, avait tweeté des photos issues

de la propagande de l'organisation djihadiste EI, en réponse à un journaliste de la chaîne BFMTV-RMC qu'elle accusait d'avoir fait un parallèle entre l'EI et le FN.

Les photos montraient un soldat syrien écrasé vivant sous les chenilles d'un char, un pilote jordanien brûlé vif dans une cage et une photo du journaliste américain James Foley, le corps

décapité et la tête posée sur le dos.

Ces images, publiées en une période où le pays enterrait ses 130 morts et soignait ses blessés dans les attentats djihadistes de Paris et de Saint-Denis du 13 novembre 2015, avaient immédiatement soulevé un tollé au sein de la gauche, alors au gouvernement, et de la droite, mais aussi au-delà du monde politique.

Inculpée pour diffusion d'images violentes, Marine Le Pen se défend d'avoir posé un acte « héroïque » et accuse la justice française de persécution politique.

Pour elle en effet, « Je suis mise en examen pour avoir dénoncé l'horreur de Daech. Dans d'autres pays, ça me vaudrait une médaille... La persécution politique n'a même plus la limite de la décence ».

Deuxième inculpation de la cheffe du Front National (FN) en France, Marine Le Pen est par ailleurs poursuivie depuis juin 2017 dans l'affaire des assistants parlementaires européens pour « abus de confiance » et « complicité d'abus de confiance ».

La rédaction

Transition énergétique au Togo

Vers un recadrage du secteur des énergies renouvelables

Une loi sur la promotion et le développement des énergies renouvelables en cours d'élaboration sera adoptée très bientôt en vue de recadrer et de donner un coup d'accélérateur à la transition énergétique dans notre pays.

Dans ce contexte de forte croissance de l'usage des énergies renouvelables par notre pays, un cadrage des activités du secteur est d'une importance capitale. Une loi de promotion et de développement des énergies renouvelables devrait bientôt être adoptée par les parlementaires. Le but que vise l'initiative est de donner un coup d'accélérateur à la transition énergétique. L'annonce a été faite la semaine dernière par la cellule Climat des affaires à l'occasion d'un séminaire sur l'indicateur « raccordement à l'électricité » du Doing Business. La rédaction de l'avant-projet de loi et de ses

textes d'application a démarré depuis mars 2017. Le projet bénéficie aujourd'hui du soutien d'ECREEE du Centre des Energies Renouvelables et de l'Efficacité Énergétique de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEREEC-Cédeao). L'Etat togolais s'est engagé dans un vaste chantier d'électrification des hameaux les plus reculés du territoire national. A travers un plan d'extension de l'énergie électrique tant dans la capitale Lomé et ses périphéries que dans les zones rurales, ce sont des milliers de Togolais qui devraient bénéficier des fruits des différents projets d'installation

d'équipements. Le dernier projet en date est la mise en service d'une nouvelle centrale photovoltaïque à Takpapièni, dans la préfecture de l'Oti, quelques mois après l'inauguration de celle de Bavou dans la préfecture de l'Ogou. La centrale solaire d'une puissance de 100 KWC (Kilowatt crête) sera secondée par un réseau de distribution basse tension de 8km, doté de 80 lampadaires pour l'éclairage public et de compteurs de branchements. D'ici à l'horizon 2022, l'Etat togolais projette de passer de 7% de la couverture nationale énergétique à plus de 40% de la population rurale pour se stabiliser



Inatallation d'un panneau solaire

à 90%, une décennie plus tard. L'initiative présidentielle Ci-zo, dont le coût est estimé à une vingtaine de milliards de francs CFA,

permettra à 2 millions de Togolais d'avoir accès à l'électricité d'ici 5ans.

Awih Essoyodou

Secteur bancaire togolais

63 milliards CFA de bénéfices en 2016

Selon un rapport la Banque de France sur l'Etat du secteur de la finance au Togo, rendu public la semaine derrière, l'on note que les banques togolaises ont réalisé une croissance notable des opérations et des revenus entre 2015 et 2016.



Le siège de BOA au Togo

Le secteur financier au Togo se porte globalement mieux après un revers net enregistré il y a quelques années. Selon un rapport rendu public fin février par la Banque de France, le système bancaire togolais a renoué avec de la croissance. Les résultats nets enregistrés en 2016 tournent autour de 63

milliards de francs CFA après la perte sèche de 46.4 milliards connue une année plutôt. Au-delà du résultat net, la plupart des indicateurs sont passés au vert. Le coefficient d'exploitation bancaire qui indique la part des gains réalisés par une banque, étant donné ses charges

d'exploitation et son résultat net s'améliore. De 74.8%, l'indicateur passe à 72.6%, reflétant notamment la hausse de la production des banques en rapport avec leurs charges d'exploitation sur la période 2015-2016. Sur la même période, l'accroissement de l'activité bancaire, soutenu par la hausse

de 16%, des crédits accordés au secteur réel (aux clients) a été significatif. Les crédits octroyés par les institutions bancaires sont estimés par la Banque publique française à 1176.5 milliards de francs CFA et les bilans s'accroissent de 27.4% en 2016 contre 14.6% une année plutôt. Ce net rebondissement du secteur de la finance dans notre pays est le reflet de l'attrait du Togo et de sa position stratégique dans la sous-région ouest africaine. Bien que le taux de bancarisation au Togo soit parmi les plus élevés des huit pays de l'espace Union économique et monétaire (Uémoa), plus d'une dizaine de banques se partagent un marché encore très restreint dont le taux de bancarisation reste tout de même faible.

Les dépôts bancaires

D'après les chiffres publiés par le Fonds monétaire international en 2015, le taux de dépôts

bancaires rapporté à la richesse nationale se situe à 38%. Un ratio qui est largement au-dessus des 25%, le taux moyen de l'ensemble des économies de l'UEMOA. Selon la publication, le Togo affiche la meilleure densité de guichets automatiques bancaires (GAB) dans l'espace communautaire. Par guichet, la Banque publique estime à 21000, le nombre de clients au Togo contre une moyenne de 42000 au sein de l'Union. Les épargnes des clients sur les différents types de comptes marchands témoignent de la confiance de la clientèle aux établissements bancaires. Fin 2017, plus de 17% de la population adulte disposaient d'un compte l'institution de Paris. Même si ces comptes sont généralement créés au sein des institutions de micro finance, le taux de bancarisation reste néanmoins acceptable au sein des pays de l'Union, note la Banque de France.

E. A.

Apatridie

Offrir les mêmes droits à ceux qui n'ont pas de patrie

L'apatridie est la situation d'une personne qu'aucun Etat ne considère comme son ressortissant par application de sa législation. Selon le HCR, environ 10 millions de personnes dans le monde sont apatrides. Dans le passé et même de nos jours, le phénomène de l'apatridie interpelle la conscience des décideurs et il s'avère que tous doivent joindre leurs mains, efforts et initiatives pour une meilleure intégration sociale des apatriés où qu'ils se retrouvent. TogoMatin vous amène à la découverte de l'apatridie, ses causes et les tractations en cours pour son éradication.

Apatridie Préoccupation du HCR au Togo



Des écoliers dans une salle de classe

La représentation togolaise du Haut-Commissariat aux Réfugiés (HCR-Togo) a organisé en octobre dernier à Lomé, un atelier stratégique visant à élaborer un plan d'action contre l'apatridie au Togo. Pour la circonstance, Mme Mariam Diallo, la représentante Résidente du HCR au Togo, a expliqué que l'apatridie peut se produire pour diverses raisons, notamment la discrimination envers certains groupes ethniques ou religieux ou en raison du genre, l'émergence de nouveaux Etats et les transferts de territoires entre Etats existants ainsi que les conflits entre lois sur la nationalité. Et pourtant le droit à la nationalité est inscrit dans la déclaration universelle des Droits de l'Homme de 1948 en son Article 15 alinéa 1 et dans les conventions de 1954 et 1961 qui ont pour vocation de prévenir et lutter contre l'apatridie. Contre l'apatridie, le Togo a pris une batterie de mesures dont la nomination de Mme Kpatcha

Tchamdja Kobauyah comme point focal national sur l'apatridie. Mme Diallo avait rappelé que depuis plus de 30 ans, le Togo a accueilli trois principaux groupes de populations de réfugiés composés de Ghanéens, de Rwandais, d'Ivoiriens et de Centrafricains. Après l'évocation de la clause de cessation du statut des réfugiés rwandais, plusieurs anciens réfugiés se trouvent encore dans la situation où il leur est difficile d'obtenir la nationalité togolaise.

De même, certains réfugiés ghanéens n'ayant pas de document d'identité, se trouvent dans une situation où il leur est difficile de prouver leur nationalité. En outre, estime la représentante -résidente du HCR, au regard des standards internationaux, les dispositions relatives à la nationalité, contenues dans le code de la nationalité togolaise, ne contiennent pas de sauvegardes suffisantes contre l'apatridie.

TM & Ma Nation

Comprendre l'apatridie

Comment fonctionne la nationalité ?

Les personnes acquièrent généralement une nationalité automatiquement à la naissance, par leurs parents ou par le pays dans lequel elles sont nées. Il est toutefois parfois nécessaire qu'une

personne demande à devenir ressortissante d'un pays.

Qu'est-ce que l'apatridie ?

La définition juridique internationale d'un apatride est « une personne qu'aucun Etat ne reconnaît comme son ressortissant

par application de sa législation ». En des termes plus simples, cela signifie qu'un apatride ne possède la nationalité d'aucun pays. Certaines personnes naissent apatrides, tandis que d'autres le deviennent. L'apatridie peut se produire pour plusieurs raisons, notamment la discrimination envers certains groupes ethniques ou religieux ou en raison du genre, l'émergence de nouveaux Etats et les transferts de territoires entre Etats existants et les lacunes dans les lois sur la nationalité. Quelle qu'en soit la cause, l'apatridie a des conséquences graves pour les personnes dans presque tous les pays et régions du monde.

Quelles sont les causes de l'apatridie ?

1. Les lacunes dans les lois sur la nationalité constituent une cause essentielle d'apatridie. Chaque pays possède des lois

dans un pays étranger peut risquer de devenir apatride si ce pays n'accorde pas la nationalité sur le seul fondement de la naissance et si le pays d'origine ne permet pas à un parent de transmettre la nationalité par les liens familiaux. En outre, les règles fixant qui peut et qui ne peut pas transmettre sa nationalité sont parfois discriminatoires. Dans 27 pays, les lois ne permettent pas aux femmes de transmettre leur nationalité, tandis que certains pays limitent la nationalité aux personnes de certaines races et appartenances ethniques.

3. Une autre raison importante est l'émergence de nouveaux Etats et les modifications de frontières. Dans de nombreux cas, des groupes spécifiques peuvent ainsi se retrouver sans nationalité et, même quand les nouveaux pays accordent la nationalité à tous, les minorités ethniques, raciales et religieuses rencontrent souvent



Une séance de sensibilisation sur les droits des enfants

qui définissent dans quelles circonstances une personne acquiert une nationalité ou peut se la voir retirer. Si ces lois ne sont pas rédigées avec soin et correctement appliquées, certaines personnes peuvent en être exclues et se retrouver apatrides. Par exemple, c'est le cas des enfants nés de parents inconnus dans un pays où la nationalité s'acquiert sur la base de la descendance d'un ressortissant. Heureusement, la plupart des lois sur la nationalité les reconnaissent comme ressortissants de l'Etat dans lequel ils se trouvent.

2. Un autre facteur qui peut compliquer les choses est quand les personnes quittent le pays dans lequel elles sont nées. Un enfant né

des difficultés pour prouver leurs liens avec le pays. Dans les pays où la nationalité ne s'acquiert que par la descendance d'un ressortissant, l'apatridie se transmettra à la génération suivante.

4. Enfin, l'apatridie peut aussi résulter de la perte ou de la privation de nationalité. Dans certains pays, les citoyens peuvent perdre leur nationalité simplement du fait d'avoir vécu hors de leur pays pendant une longue période. Les Etats peuvent aussi priver des citoyens de leur nationalité par des modifications de la loi qui rendent des populations entières apatrides, en utilisant des critères discriminatoires comme l'appartenance ethnique ou la race.

Afrique de l'ouest 700.000 personnes sont toujours apatrides



Une vue de migrants

Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) œuvre avec les pays de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour mettre fin à l'apatridie dans la sous-région. Il y a trois ans, les 15 Etats membres de la CEDEAO adoptaient la Déclaration d'Abidjan sur l'éradication de l'apatridie. Un document contenant 26 engagements pour mettre fin à ce déni de nationalité dans la région ouest-africaine d'ici 2024.

La déclaration adoptée dans la capitale ivoirienne souligne la nécessité vitale pour les Etats de l'organisation régionale de s'assurer que toute personne en Afrique de l'Ouest ait accès à une nationalité. Depuis l'adoption de la déclaration en 2015, le HCR a noté de nombreux progrès réalisés par les pays ouest-africains, notamment par le Bénin, le Burkina Faso, la Gambie, la Guinée et le Mali qui ont ainsi officiellement adopté des plans d'actions nationaux pour l'éradication de l'apatridie. Sept pays ont également initié des réformes législatives sur les questions de nationalité. 14 des 15 pays de la CEDEAO ont officiellement désigné des 'points focaux apatridie' au sein de leurs gouvernements, l'un des engagements clé de la Déclaration. En 2017, la Sierra Leone a amendé sa législation afin d'assurer l'égalité entre les sexes dans la transmission de la nationalité. En août dernier, le Burkina Faso a adhéré à la Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie, portant à 12 le nombre d'Etats de la région parties aux deux conventions internationales sur l'apatridie. En Côte d'Ivoire, 8.000 personnes apatrides se sont vues remettre un certificat de nationalité au terme

d'une procédure spéciale. En outre, l'Afrique de l'Ouest est devenue en mai 2017 la première région au monde à adopter un plan d'action contraignant, par lequel les Etats membres de la CEDEAO s'engagent à mettre fin à l'apatridie. Dans ce contexte, les Etats ont aussi pris l'engagement d'appuyer l'adoption du projet de Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples sur le droit à la nationalité et l'éradication de l'apatridie en Afrique.

Malgré les efforts menés par les pays de la sous-région, « certaines lois sur la nationalité contiennent encore des discriminations basées sur le genre ou l'appartenance ethnique et raciale », a indiqué Liz Ahua, Représentante régionale du HCR pour l'Afrique de l'Ouest, dans un communiqué de l'agence onusienne. Au moins 700.000 personnes sont apatrides en Afrique de l'Ouest, et beaucoup plus sont estimées être à risque d'apatridie. Une situation essentiellement liée aux lacunes des lois sur la nationalité ainsi qu'aux obstacles administratifs pour établir la preuve de la nationalité. L'Afrique de l'Ouest a encore sept ans devant elle pour éradiquer l'apatridie. « S'il est vrai que nous sommes sur le bon chemin pour atteindre cet objectif, nous devons cependant maintenir le rythme pour nous assurer que tout le monde dans la région ait accès à une nationalité », souligne Mme Gagne. « Cela signifie améliorer l'identification des personnes apatrides et accompagner les changements de législations pour assurer leur protection, ainsi que réduire et prévenir les cas d'apatridie ».

News.un.org

Eradication de l'apatridie La CEDEAO prend le leadership mondial

La région Ouest-africaine est rentrée dans l'histoire en étant la première, de par le monde, à adopter le 9 mai 2017 à Banjul en Gambie, un plan d'action pour mettre fin à l'apatridie. Sur le terrain des acteurs de cette victoire se trouvent la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et son allié en la matière, le Haut-commissariat pour les réfugiés (HCR).

Au lendemain de l'année 2024 la zone Ouest-africaine ne comptera plus aucun apatride. C'est le défi que se sont lancés les experts et points focaux organisant la réponse à l'apatridie et à leur suite, les ministres en charge des questions de nationalité. C'était à Banjul en Gambie les 7 et 8 mai derniers puis le 9 mai.

Intégration des apatrides

Pour atteindre cet objectif, les ministres en charge des questions de nationalité (Justice et Intérieur) des Etats membres de la CEDEAO avec l'assistance de la commission de la Cedeao et du bureau régional du HCR ont admis la déclinaison de la déclaration d'Abidjan de février 2015 en plan d'action régional dans un esprit d'harmonisation et de partage d'expériences au niveau de la région. Un plan d'actions a donc

attendue. Il sera en effet, présenté aux prochaines réunions statutaires de la Cedeao pour devenir texte légalement contraignant pour les onze Etats de la zone ayant adhéré à la Convention de 1961 relative à la réduction des apatrides.

Les autres pays de la Communauté à savoir le Ghana, le Cap Vert et le Togo se sont engagés à adhérer aux conventions sur le statut des apatrides et à la réduction des cas d'apatridie.

En définitive et au regard des constats, il ressort que les gouvernements déterminent eux-mêmes qui sont leurs ressortissants. C'est donc à eux d'assumer la responsabilité des réformes juridiques et politiques nécessaires pour régler la question de l'apatridie. Mais le HCR, les autres agences des Nations Unies, les organisations régionales, la société civile et les personnes apatrides ont tous un rôle à jouer pour soutenir ces efforts.

Pour changer les choses, nous devons coopérer. Nos quatre domaines d'action en matière d'apatridie - identification, prévention, réduction et protection - se recoupent tous avec l'expertise d'autres



Des registres d'actes de naissance

été adopté. Un plan qui contraint les Etats à sauter le verrou que constituent les obstacles liés à l'acquisition de la nationalité. Il s'articule autour de trois chantiers : l'identification des apatrides et des risques d'apatridies, la prévention et la réduction de l'apatridie puis la sensibilisation du public. Avant l'entrée en vigueur du document, une ultime étape est

organisations internationales et ONG, et nous nous appuyons sur les connaissances locales et l'expertise des groupes de la société civile, des institutions nationales des droits de l'homme, des universitaires et des associations juridiques. Leur contribution nous permet d'élaborer et de recommander les solutions les plus efficaces.

Carlos Amevor

Pharmacies de garde de Lomé du 26 /2/ au 05 / 3/ 2018

JEANNE d'ARC	Près de Marox	22 22 08 01
BON PASTEUR	Av. Libération	22 21 13 67
ECLAIR	Bè Ahligo	22 22 75 11
OLIVIERS	Bd. Houphet Boigny	22 27 04 34
OCEANE	Rue OCAM	22 22 62 77
ADJOLOLO	58, Rue Franz	22 21 05 13
Ste MARIE	Tokoin-RAMCO	22 21 85 58
CAMPUS	Adewi	22 21 56 32
SOURCE DE VIE	Face Protestant	22 22 45 71
St PAUL	Bd. Jean Paul II	22 22 46 72
FOREVER	Tokoin Forever	22 26 11 77
HEDZRANAWÉ	HEDZRANAWÉ	22 26 49 61
NOTRE DAME	Hedzranawoe,	22 42 74 04
KOUESSAN	Kegué	23 20 04 57
INTERNATIONALE	Hedzranawoe	22 26 89 94
FIDELIA	Bè-Kpota,	22 71 95 95
SARAH PA	akpamé	22 27 09 25
ADIDOGOME	Adidogomé	22 50 54 85
SILOE	Atigangomé	22 33 82 87
MAGNIFICAT	Sagbado Yokoe,	22 56 43 20
ACTUELLE	Route de Ségbé	22 51 11 72
JAHNAP	Djidjolé-Gakli,	22 51 22 86
SOLIDARITE	Total Totsi	22 50 37 07
ENOULI	Agbalepedogan	22 25 90 68
ORCHIDEE	LEO 2000	22 47 42 87
APOLLON	Avédji	22 31 01 07
ADONAÏ	Agoè-Nyivé	22 50 04 05
CHARITE	Agoè-Nyivé	22 25 12 60
SHALOM	Agoè-Cacaveli,	22 51 87 60
EMMAÜS	route Mission Tové	22 40 25 04
TCHEP'SON	Terminal du sahel	22 42 94 41
AVEPOZO	avepozo	22 27 04 86
DE L'EDEN	Baguida	22 52 13 98

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso. Tél: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Les bons plans et les bonnes adresses

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpoè, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51
EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)
FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96
TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68
SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV :Tél. 22 20 13 20
TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11
TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

SANTE GENERALISTES

DR THIERRY CASTANET ; Tél: 90 97 15 15
DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77
CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37
CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77
CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01
CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68
HORLOGE PARLANTE; Tél: 116
CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat
Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé) ; Tél : 22 61 30 63
LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30

BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72
GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoè, Avenue Joseph Strauss) ; Tél : 90 04 76 60
GYM FIL«O»PARC (Agoè Nyivé) ; Tél : 22 35 18 28
GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél : 22 71 49 70

AGENCE DE COMMUNICATION

Larry Event Day (LED)
Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel
Communication, Location d'espaces
Conseils, Wedding Planner et Décoration
Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers
AG Partners: Sise à Cassablanca
www.couleurafrique.com

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE (Atikoumé; juste à côté de l'UTB RAMCO (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)
LE CHAMPION SUPER MARCHÉ (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR (Juste en face du Super Marche Le Champion)
MARCHE DE GOYI SCORE (Juste en face du Super Marche RAMCO)
PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

COURS DE CAPOEIRA ; Salle GYM TONIC. Tél : 90 79 79 90
COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Qtier : Foréver; Tél : 90 17 03 30
COURS DE ZOUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME); Tél 90 30 38 75
CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine); Tél : 90 15 39 87
SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport) Tél : 22 40 04 99

Blague du jour 1:

Trois souldards entrent dans un taxi et donnent leur destination, Le chauffeur sachant qu'ils sont tous ivres, démarre le moteur pour quelques secondes sans se déplacer et l'arrête. Puis il leur dit: vous êtes arrivés. En descendant, le premier souldard paye pour les 2 autres, Le second remercie le chauffeur Et le troisième le gifle. Le chauffeur croyant que le souldard a compris l'aventure, demande quand même: "pourquoi tu m'as giflé ?". Le souldard répond: "à cause de l'excès de vitesse tu as failli nous tuer....!!!

Blague du jour 2:

Mon frère si tu pètes a côté de ta go et elle met les mains sur les narines, oublie la s'il te plaît. Cela veut dire qu'elle ne peut pas supporter les moments difficiles



Blague du jour 3:

Un bandit a pris un taxi depuis Sinkassé pour Lomé. Sachant bien qu'il n'a pas d'argent pour payer. Arrivé à Lomé sa destination, il sort de la voiture et prit la fuite. Par malheur, il y avait également un policier dans le taxi. Le policier descendit et le poursuivit. Dans ses zig-zig, le poliocier sort son pistolet; de peur le bandit s'arrête les mains en l'air... il pointe son arme sur le bandit et lui dit: "tu crois que moi aussi j'ai l'argent du taxi... continue de courir... je te suis!"

Traduction

Avez-vous un texte, un document, un diplôme à traduire?
Plus de soucis, contactez:
Africa Translate Consulting.
Tél: (+228) 90 30 26 94 / (+228) 22 44 89 43
E-mail: dhoglonou@africatranslate.com



Citation du mois

La lame de rasoir est tranchante mais ne peut couper un arbre; Laussi forte qu'est la hache, elle ne pourra jamais couper un cheveu.

Photo du jour



Donnez une légende à cette photo

Patrimoine culturel

Le Togo veut rentrer en possession de ses biens culturels
illicitement exportés

Le Togo veut étudier les dossiers de ratifications de la convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert illicite de propriété des biens culturels. En dehors de cette convention adoptée le 17 novembre 1970 à Paris, notre pays compte examiner également la possibilité d'adhérer à la Convention Unidroit sur les biens culturels volés ou illicitement exportés, adoptée le 24 juin 1995 à Rome, afin de ramener au pays des biens culturels volés ou illicitement exportés.

Le 27 février dernier, lors du Conseil des ministres, ces projets de loi ont été adoptés. Entrée en vigueur en 1972, la première convention s'oppose au commerce illicite des biens culturels en général, et des œuvres d'art en particulier. Sa ratification permettra au Togo de consolider le cadre juridique de protection du patrimoine national. Le Togo bénéficiera de l'assistance technique de l'Unesco et de la collaboration des Etats

membres en matière de lutte contre le trafic illicite des biens culturels.

Quant à la seconde convention, un instrument international d'harmonisation des régimes nationaux de restitutions des biens culturels volés ou illégalement exportés, elle vise à faciliter le retour des biens culturels dans leur pays d'origine. Par ailleurs, la Convention Unidroit de 1995 complète celle de 1970 et couvre toutes



Des oeuvres d'arts au Musée national du Togo

les autres catégories de biens culturels volés ou illégitimement exportés qui sont inscrits sur une liste nationale d'inventaire. Par conséquent, les objets culturels provenant des fouilles illégales sont

considérés comme volés. A en croire le communiqué final du Conseil des ministres du 27 février dernier, en ratifiant ces deux conventions, le Togo peut envisager de réclamer les biens culturels et les

artéfacts qui sont dans les musées des pays étrangers et de lutter efficacement contre le trafic des objets d'arts pouvant être transités illicitement par notre pays.

Nadia Edodji (Stagiaire)

Religion au Rwanda

Les cultes oui, mais la sécurité d'abord !

Pour des raisons de non-respect des normes de sécurité et d'hygiène des lieux de cultes, les autorités rwandaises ont ordonné la fermeture de plus de 700 églises situées à Kigali, rapporte le journal rwandais "The new Times".

Cette décision a été prise à la suite d'une opération de sécurisation des édifices de la capitale rwandaise. Au nombre de ces édifices, 714 églises et une mosquée sont visées par cette action. Plusieurs lieux de culte ont été construits en violation des

normes de sécurité. Ce serait le silence radio dans ces lieux de culte si aucune disposition n'est prise pour qu'ils répondent aux normes de sécurité.

En effet, certaines églises de Kigali sont faites de tentes et ne disposent pas de parking

adéquats pour les fidèles, qui se garent sur le bord de la route, provoquant des embouteillages. Néanmoins, Mgr Innocent Nzeyimana, président du Forum des églises du district de Nyarugenge, souhaite que les églises soient autorisées



Eglise kigali

à fonctionner jusqu'à ce que les risques d'insécurité soient enrayés. En attendant que la doléance de Mgr Nzeyimana

soit prise en compte par les autorités rwandaises, les églises de Kigali se reposent.

N. E. (Stagiaire)

Lire

«Le Pagne Noir » de Bernard Dadié. Ed Présence Africaine. Pp 80-81

« ...Allons! Vous n'allez pas vous brouiller pour si peu de choses, voyons ! Il a du chagrin. C'est tout. Les mets vont être tellement abondants et variés, que votre ami Iguane sera obligé de grossir. En effet, les plats furent abondants, variés mais Iguane-Fils, tout le temps dépérissait, parce que les fillettes qui apportaient les repas, toutes répétaient

la sempiternelle phrase: C'est pour Papa Etranger. Les gens ne comprenaient plus rien à cette affaire d'Iguane-Fils. En pareils cas, il arrive que les sorciers vous mangent la nuit. Ce n'était pas le cas d'Iguane. Car on avait interrogé le sort et le sort avait dit qu'aucun diable la nuit, ne mangeait Iguane. Sa mère était-elle fâchée ? Sa mère, par l'entremise des sorciers, avait répondu: Non ! Chacun dans le village donc cherchait la raison pour laquelle Iguane-Fils maigrissait. Une vieille femme demanda un jour à sa fillette: Quand tu

arrives là-bas, avec les plats, que dis-tu ? Je dis : voici les plats de Papa Etranger. Et puis? C'est tout. Qu'est-ce qui se passe lorsque tu as dit cela?

L'un, le plus gros, me fait chaque fois répéter ma phrase comme s'il était sourd. Après? Après? Il dit à son ami: Tu as compris? Le repas est pour Papa Etranger seulement. Et qu'est-ce qu'il fait, l'autre. L'autre, il va se mettre à l'écart. Hum! C'est bien. Demain, quand tu auras apporté les repas, à l'autre qui se met à l'écart, tu lui demanderas son

surnom. Le soir, la fillette vint avec les mets et les posant devant Kacou Ananzè-l' Araignée, dit: Voici le repas de Papa Etranger » pour aussitôt demander à Iguane: Quel est ton surnom, toi? Moi, je suis Papa Sédentaire. La fillette rapporta cela à la vieille mère. Et dans la nuit même, le surnom d'Iguane- Fils fut connu de toutes les femmes du village. Le lendemain, tous les repas vinrent au nom de Papa Sédentaire. Quoi ? Papa Etranger ou Papa Sédentaire, s'écriait Kacou Ananzè. Papa Sédentaire, lui répondaient les fillettes.

Vous ne vous trompez pas de nom ? Vos mamans ne vous ont-elles pas dit: Papa Etranger? Elles nous ont dit: Papa Sédentaire. Vous confondez les noms. Elles vous ont sûrement dit: Papa Etranger. Si tu veux, nous allons les appeler elles- mêmes. Ce n'est pas la peine. Demain, vos mamans sauront qu'elles se sont trompées de nom. On ne reçoit les étrangers. Elles le savent bien. On n'apporte du repas qu'à l'étranger. Vous le savez vous-mêmes. Oui, mais elles nous ont dit: Papa... Etranger. Non, Papa Sédentaire... »

Championnats de football au Togo

La préfecture de l'Avé bientôt représentée par Délali FC

La préfecture de l'Avé a désormais un grand club bien organisé et qui dispose des équipements adéquats. Il s'agit d'une œuvre du compatriote et natif du milieu Délali Zognrah.

Absente des championnats de première et deuxième division, la préfecture de l'Avé a décidé de prendre ses responsabilités et d'offrir aux populations et natifs du milieu, un club de football. Cette idée a été émise et mise en forme par M. Délali Zognrah.

« La préfecture de l'Avé n'est pas représentée sur le plan national. J'ai pensé que créer un club de football, donnerait plus de chances aux jeunes talents de la préfecture d'être visibles, d'être détectés par la Fédération Togolaise de Football, ou encore d'intéresser les grands clubs étrangers. Je peux vous dire qu'il y a de très bon joueurs dans la préfecture », explique Délali Zognrah.

FC Délali de l'Avé ne pourra pas jouer en même temps

dans les championnats supérieurs au Togo. Le club devra faire ses preuves dans les compétitions de districts.

« Du district à la D1, c'est un long chemin, beaucoup de défis. Mais mon équipe et moi sommes prêts et très engagés. Fin mars et début Avril, nous allons organiser un tournoi pour détecter les talents. A l'apothéose du tournoi, nous allons rassembler ces talents, les cadres et natifs du milieu et officialiser notre club », explique le fondateur du club qui promet par ailleurs, de meilleurs équipements et meilleures conditions aux jeunes qui travailleront avec le club.

« Tout est prêt. Nous avons importé des équipements modernes qui vont être utilisés depuis les Etats Unis. Nous voulons le meilleur pour notre club.

Le football pour fédérer le développement de l'Avé

La création d'un club de football est l'une des facettes des projets de développement de l'Avé, initié par Délali. Ce dernier et d'autres natifs du milieu ont mis sur pris l'Avé Développement, une association qui veut créer et financer des projets de développement de la préfecture.

« Beaucoup de jeunes de l'Avé quittent la localité pour venir à Lomé où ils pensent trouver de bonnes opportunités d'emplois. Nous voulons en dehors du football, redynamiser les natifs de l'Avé afin qu'ensemble, nous puissions redonner de l'espoir aux jeunes, pour un avenir meilleur. L'Etat travaille certes. Mais l'Etat ne peut pas tout faire. L'Avé



Délali Zognrah

est à quelques kilomètres de Lomé. Nous pouvons en faire un centre model de développement. Les terrains sont très moins chers et fertiles. Nous avons d'ailleurs noué des partenariats avec des investisseurs que nous avons rencontrés lors de nos voyages d'affaires à l'étranger. Ensemble nous travaillons sur des projets à fort potentiel

de développement et créateurs d'emplois », déclare Délali.

Délali Zognrah est natif de la préfecture de l'Avé. Il a fait ses études (Sciences Politiques) et une partie de sa vie aux Etats Unis dans l'Etat du Nebraska. Il est rentré pour s'installer au pays depuis 2017. Il est par ailleurs le promoteur de la Compagnie NORRAD.

R. Zakari

Mondiaux de Birmingham

Le 1500m pour Genzebe Dibaba

Tout marche comme sur des roulettes pour Genzebe Dibaba aux mondiaux d'athlétisme de Birmingham. Après le 3000m vendredi, l'Ethiopienne a décroché ce samedi une deuxième victoire sur 1500m. Elle a parcouru la distance en 4'05 »27.



L'athlète éthiopienne Genzebe Dibaba

Les rivales de l'athlète éthiopienne sont la Britannique Laura Muir (4'06 »23) qui a décroché l'argent, et la Néerlandaise Sifan Hassan (4'07 »26), vainqueur de la médaille de bronze.

Arrivé avec l'étiquette d'archi favori et un statut de champion du monde de décathlon depuis l'an dernier, Kevin Mayer s'est offert le titre mondial en salle sur l'heptathlon le samedi 03 février à Birmingham. Pour cinq petits points donc, qui le séparent du Canadien Damian Warner (6348 points contre 6343). Le Français a eu très chaud, mais fini par décrocher l'or avec cinq petits points de plus que son poursuivant canadien Damian Warner, qui a remporté le 1000 mètres.

D1

Womé Dové et Aguidi Foovi de retour au bercail

L'ancien joueur de Supersport, un club évoluant en première division sud-africaine, Womé Dové va désormais évoluer dans le championnat d'élite togolais, avec Gomido de Kpalimé jusqu'à la fin de la saison. Une information qui a été rendu publique la semaine dernière par la cellule de communication du club.

« Le joueur sera présenté au public dimanche en marge du match Gomido-Anges de Notsè au Grand stade de Kpalimé », annonce le communiqué rendu public le 1er mars dernier par le club.

Womé Dové a en effet résilié son contrat avec le club sud-africain, il y a quelques mois. Il aura la chance d'avoir plus de temps de jeu avec le club du grand kloto en espérant un nouveau transfert à l'international.

Dové n'est pas le seul international à faire son retour dans le championnat togolais dans lequel il avait évolué au début de sa carrière. Il a été rejoint par Aguidi Foovi, ancien joueur de Hearts of oak (Ghana) qui s'est engagé avec Dyto, également jusqu'à la fin de la saison. Ce dernier, quant à lui



Womé Dové lors de sa présentation au public

est libre depuis la fin de son contrat avec Ahli Manama à Bahrein.

Ces retours au bercail de ces joueurs togolais posent encore une fois le problème de manque d'agents sportifs togolais capables de promouvoir nos joueurs dans les grands championnats.

Selon bien d'analystes sportifs togolais, les footballeurs togolais peinent à évoluer dans les championnats de haut niveau, à cause de plusieurs paramètres dont celui des agents de joueurs qui n'existent pas vraiment dans notre pays.

R. Zakari

Huilerie de l'INFA de Tové
Une structure à
vocation pédagogique
et à but lucratif

Les nouvelles orientations stratégiques du gouvernement togolais, en faveur de l'entrepreneuriat agricole, ont poussé l'Institut national de formation agricole (INFA) de Tové à s'engager dans le développement de nouvelles offres de formation dans le domaine de la transformation agro-alimentaire. Pour répondre à ces enjeux, une nouvelle huilerie a été inaugurée il y a quelques jours dans cette institution.



Bâtiment de l'huilerie de l'Infa de Tové

La nouvelle huilerie a été installée grâce à l'appui de la coopération allemande, à travers son Programme Centre d'Innovations Vertes (ProCIV) de l'Initiative Spéciale « un seul monde sans faim ». L'unité de transformation agro-alimentaire est composée d'une structure de trituration des oléagineux et d'une provenderie pour l'alimentation animale. Cette unité permettra de promouvoir la consommation des produits togolais en leur donnant une valeur ajoutée dans le pays. L'INFA pourra ainsi accroître ses revenus en vue de la prestation d'offres de formation de qualité.

Des produits finis et des prestations de services

La nouvelle huilerie permettra d'avoir des huiles d'arachide et de soja pressées à froid, naturelles, sans additif, produites dans des conditions d'hygiène rigoureuses et suivant les normes HHCC et certifiées par l'Institut togolais de recherche agronomique (ITRA). Du tourteau de soja ou d'arachide ainsi que de la provende composée en fonction des besoins des différents élevages et stades de croissance.

Les producteurs pourront venir triturer (presser) leurs graines de soja d'arachide ou autres oléagineux, en ayant le choix entre reprendre les produits issus du pressage et vendre à l'unité de transformation de leurs produits ou une partie de ceux-ci. Les éleveurs pourront venir préparer leur provende selon leurs besoins spécifiques.

Une Unité au service de la formation

Au vu de la demande croissante du marché vers les produits transformés dans le pays, l'INFA se propose d'ouvrir une nouvelle filière « agroalimentaire » comprenant entre autres la transformation des produits oléagineux.

Les étudiants du niveau Cycle de Technicien Agricole et ceux du niveau de Technicien Supérieur, pourront voir les applications pratiques de certains de leurs cours comme : économie rurale et gestion des entreprises, conditionnement des produits agricoles et gestion des stocks, normes et hygiènes dans l'alimentation, machinisme et équipement agricole, physique et électricité appliquée, chimie et biochimie appliquée.

Edem Dadzie

Salubrité publique
Le club Amnesty International
«lycée Port» pour la propreté
de la gendarmerie d'Adakpamé

Le club Amnesty international du lycée Lomé Port a organisé une opération de salubrité, le samedi 03 février dernier, à la gendarmerie du quartier communément appelé Zoro bar.

Cette action de salubrité à laquelle plus de 200 élèves du club Amnesty International ont pris part, s'inscrit en premier lieu dans le cadre des opérations «Togo propre » organisées chaque premier samedi du mois.

A travers cette action, les organisateurs veulent rendre propres les locaux de la gendarmerie et dissiper la glace de méfiance qui semble s'interposer entre les élèves et les corps habillés du Togo.

Après plusieurs heures de travaux, les élèves ont rendu propre le long de la clôture et les bureaux de la gendarmerie du quartier de Zoro bar. «Cette activité



Les élèves du Lycée Port mettant au propre les alentours de la Gendarmerie Zoro bar

menée par plus de 200 élèves du lycée Lomé Port est un événement en prélude à la journée du 08 mars prochain, journée mondiale de la femme. Elle vient aussi annoncer le début des activités de la semaine culturelle », a déclaré M. Lassey, un des organisateurs

de cette action de salubrité. Par ailleurs, cette action de salubrité a pour but de faire comprendre aux élèves que les travaux ménagers tels que le balayage ne sont pas seulement des tâches dévolues aux filles, mais aussi aux garçons.

Justin A.

Prochaines échéances électorales
38 magistrats nommés à la tête des CELI

Le Président de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), Pr Kodjona Kadanga a procédé ce jeudi 1er mars à la nomination de présidents de Commission Electorale Locale Indépendante (CELI).

Le premier responsable de la CENI poursuit la mission de son institution, chargée d'organiser et de superviser les opérations référendaires et électorales. Conformément au Code électoral, 38 magistrats viennent donc d'être nommés à la tête des CELI, dont le nombre et les

ressorts territoriaux ont été fixés par décret, pris en Conseil des ministres le 10 janvier dernier. Les CELI sont composées de 7 membres dont : un magistrat, président ; un membre désigné par l'administration ; deux membres désignés par la majorité parlementaire ; deux membres désignés par l'opposition parlementaire

et un membre désigné par les partis politiques extra-parlementaires représentés à la CENI. Suite à ces nominations, la CENI pourra entamer les opérations de révision des listes électorales dans l'optique du référendum et des élections locales et législatives, prévus cette année 2018.

République togolaise

Togo Debout
Entre passion et récupération politique

Suite de la page 3

le samedi prochain sont annoncées en vue de «situer les responsabilités dans le blocage du dialogue » La société civile doit rester dans son rôle La société civile est l'auto-organisation de la société en dehors du cadre étatique et du cadre commercial. Ainsi entendu, on attend de cette forme d'organisation qu'elle prenne de la hauteur dans ses prises de

positions. La société civile est le porte-parole de toute la population, sans distinction aucune. On s'étonne donc qu'une certaine société civile soutienne clairement des intérêts d'une des parties impliquées dans la crise politique togolaise.

Togo Debout doit reprendre son manteau de société civile en menant des actions qui vont véritablement dans l'intérêt de tous les Togolais. Et ce dont les Togolais ont besoin

aujourd'hui, ce sont des réformes profondes quelle que soit la voie qui sera choisie. Le retour à la Constitution de 1992, avec effet immédiat, n'est qu'une revendication visant des intérêts partisans. Les réformes proposées actuellement par le gouvernement, permettront si elles sont soutenues d'aboutir à une alternance future dans des conditions apaisées.

Awih Essoyodou & Edem Dadzie



DIRECT AGENCE
Agence conseil en communication

Vous êtes un annonceur, un privé,
une agence conseil en communication
ou un homme d'affaires !
Vous avez besoin d'une communication
dans le journal Togo Matin ?



Contactez notre régie exclusive
DIRECT AGENCE
Rue 132, Angle 139 Aflao-Gakli Djidjolé
(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00